Fondation Jean Jaurès

Démocratie

À DROITE DU FRONT NATIONAL, COMBIEN DE DIVISIONS ?

Jean-Yves Camus

10/01/2017

Dans quelle mesure l'évolution des partis populistes européens vers une offre qui tend à se présenter comme purifiée des scories idéologiques de l'extrême droite historique libère-t-elle un espace pour des formations nationalistes radicales et « orthodoxes » ? Jean-Yves Camus, directeur de l'Observatoire des radicalités politiques, répond dans une tribune en partenariat avec L'Œil sur le Front.

Depuis les années 1980, une règle se dégage. Hormis les rares cas où est appliquée une représentation proportionnelle quasi-intégrale (comme l'Allemagne aux dernières élections européennes), et encore avec des exceptions (comme les Pays-Bas où, malgré la méthode dite des quotas de Hare – soit un élu possible avec 62 000 voix –, rien n'existe à droite de Geert Wilders), un seul parti national-populiste subsiste à chaque fois au plan de la représentation parlementaire, après parfois une courte période de concurrence avec une autre formation, généralement issue d'une scission. Ce n'est pas qu'il n'existe aucune formation considérant que le Front national a renié ses origines : elles sont légion. Toutefois si l'extrême droite orthodoxe se scinde en de nombreux groupes, elle est le plus souvent dépourvue d'élus. Ce peut être un choix idéologique que de ne pas participer au jeu démocratique. Peu l'ont fait : même la défunte Troisième Voie (de Serge Ayoub) et les animateurs des ex Œuvre française et Jeunesses nationalistes ont, au moins une fois, présenté des candidats locaux. Aux élections législatives, le financement public n'allant qu'aux formations dont les candidats ont remporté au moins 1% dans 50 circonscriptions, l'entreprise sera risquée en 2017. Voyons donc qui pourrait s'y engager, et avec quels résultats. En gardant en tête que toute candidature nationaliste concurrente prend potentiellement quelques points précieux au Front national.

Hypothèse évoquée depuis la mise sur la touche de Jean-Marie Le Pen en août 2015 : des candidatures présentées par les Comités « Jeanne au secours ! », qu'il a lui-même fondés. Tactiquement, ce serait une erreur pour deux raisons : d'abord celui qui porte la division a toujours tort ; ensuite la récente décision de justice le réinstallant dans ses fonctions de membre des instances frontistes lui donne un levier d'action autrement plus intéressant à utiliser que des

candidatures autonomes. Sans doute fera-t-il le choix de soutenir, au cas par cas, avec ses Comités « Jeanne », des candidats issus de formations comme le Parti de la France, fondé en 2009 par Carl Lang et où militent nombre de figures du FN-canal historique. Jean-Marie Le Pen doit d'ailleurs tenir meeting commun avec son ancien délégué général, le 21 janvier 2016 à Palavas-les-Flots (Hérault). Alors que le PDF a déjà annoncé présenter plusieurs candidats en juin prochain, rappelons qu'aux élections législatives de 2012, ses 70 candidats avaient recueilli en moyenne 1 % des voix et qu'aux élections départementales de 2015, même dans une ville potentiellement réceptive comme Calais, où se présentait le responsable du collectif anti-migrants « Sauvons Calais », son score n'avait pas dépassé 3,3 %. Sa ligne politique est celle de l'invariance par rapport au Front national d'avant 2011 : « liberté économique, défense de l'entreprise, valeurs sociales, familiales, nationales, bref, les valeurs de l'identité française, européenne et chrétienne ». Son handicap principal, hormis celui des moyens : renouveler un encadrement très majoritairement composé d'anciens frontistes, à l'exception d'une jeunesse très radicale qui est représentée par le secrétaire général du parti Thomas Joly et les quelques groupuscules locaux (Picard Crew ; Front de défense de la France), surtout présents en Picardie et dans le Nord-Pas de Calais. Dans son entreprise, le tandem PDF-Comités Jeanne peut compter sur le soutien de la revue *Synthèse nationale*, fondée en 2006 par Roland Hélie et dont le rassemblement annuel, le 2 octobre dernier à Paris, constitue une des rares occasions où la mouvance nationaliste radicale peut rassembler plusieurs centaines de personnes, de Jean-Marie Le Pen lui-même à Pierre Vial (du mouvement ethniciste européen Terre et Peuple), Alain Escada (les nationaux-catholiques de Civitas).

En dehors de cette constellation, que subsiste-t-il hors du Front national ? Les Identitaires, nouveau nom du Bloc identitaire depuis juillet 2016, ont toujours des activités locales (la marche Paris Fierté, le 14 janvier par exemple), des lieux militants (Nice, Lyon et dernièrement Lille), une continuité de direction (Fabrice Robert, assisté par Jean-David Cattin) et un objectif : être « une centrale d'agitation et de formation ». Son rôle depuis 2003 dans la dissémination de divers thèmes désormais sortis de leur confinement aux marges (« grand remplacement » ; complicité des pouvoirs publics avec « l'islamisation », mais pas encore celui de la « remigration ») est incontestable, mais nombre de ses cadres ont préféré poursuivre leur combat au sein du Front national et y porter leurs idées. Ils le font avec l'expérience et le savoir-faire des avant-gardes nationalistes-révolutionnaires, mais au prix d'une réduction de l'espace militant qui reste disponible.

Dans une famille politique éclatée, divisée selon les oppositions de personnes et la manie des scissions, puis des rapprochements éphémères qui sont propres à toutes les cultures de marge, le positionnement à la pointe de la radicalité, au moins dans la rhétorique sinon dans l'action, fait l'objet d'une émulation constante. À ce jour, c'est le Parti nationaliste français (PNF) qui occupe ce

créneau, avec son mensuel *Militant* (688 numéros parus depuis 1967), le soutien de l'hebdomadaire *Rivarol* (en kiosques depuis 1951) et le renfort du mouvement dissous Œuvre française. Avec cinq réunions dans la capitale et en province pour le seul mois de janvier 2017, le PNF, dont Yvan Benedetti s'affirme comme la personnalité-phare, continue une tradition qui remonte au Parti franciste de Marcel Bucard et continue avec les divers mouvements dirigés par Pierre Sidos, c'est-à-dire celle d'un fascisme français au sens historique du terme. Nationaliste intégral, assumant l'héritage de la Révolution nationale pétainiste, le PNF se distingue par son absence totale de compromis dans la définition de la communauté nationale, à laquelle n'appartient selon lui que le détenteur d'une « particularité héréditaire, reflétant l'histoire millénaire du rassemblement d'éléments uniquement de souche européenne, de même tradition spirituelle, de culture intellectuelle commune ». Inutile de dire, donc, qu'il n'envisage aucunement la possibilité d'une quelconque intégration, et encore moins d'une assimilation, des non-Européens de souche et des non-chrétiens : son « antisionisme » assumé est d'ailleurs un facteur de recrutement. Hostile au régime démocratique, il ne cherche spécialement à participer aux élections, même si certains de ses animateurs ont détenu des mandats électifs sous les couleurs du FN, avant que Marine Le Pen leur ferme les portes du parti.

Avec 57 000 adhérents revendiqués là où les Identitaires en annoncent 2 000, le rapport de forces est évidemment en faveur du Front national dans des proportions telles qu'aucune des autres formations ne représente pour lui un danger. En outre, le foisonnement des sites internet, dans l'extrême droite extra-parlementaire, est à la fois un facteur d'influence et de faiblesse : ceux qui ont le plus d'audience, indépendants des groupes constitués (Fdesouche) ou même davantage liés à l'un d'eux (Novopress et les Identitaires), assurent au final la dissémination des schémas de pensée politiquement traduits par le Front national, alors que les plus confidentiels créent des cyber-militants qui descendent de moins en moins dans la rue, ont un poids électoral dérisoire et n'ont, « dédiabolisation » oblige, que peu de perspectives d'accéder à des positions même intermédiaires au sein du Front national.